

## FAITS MARQUANTS EN 2017

Amélioration des politiques des procédures et des processus relatifs à la gestion des ressources humaines

Allocation de 80 % du budget aux activités liées à la vérification

Renforcement du contrôle

Séminaire annuel de la direction.

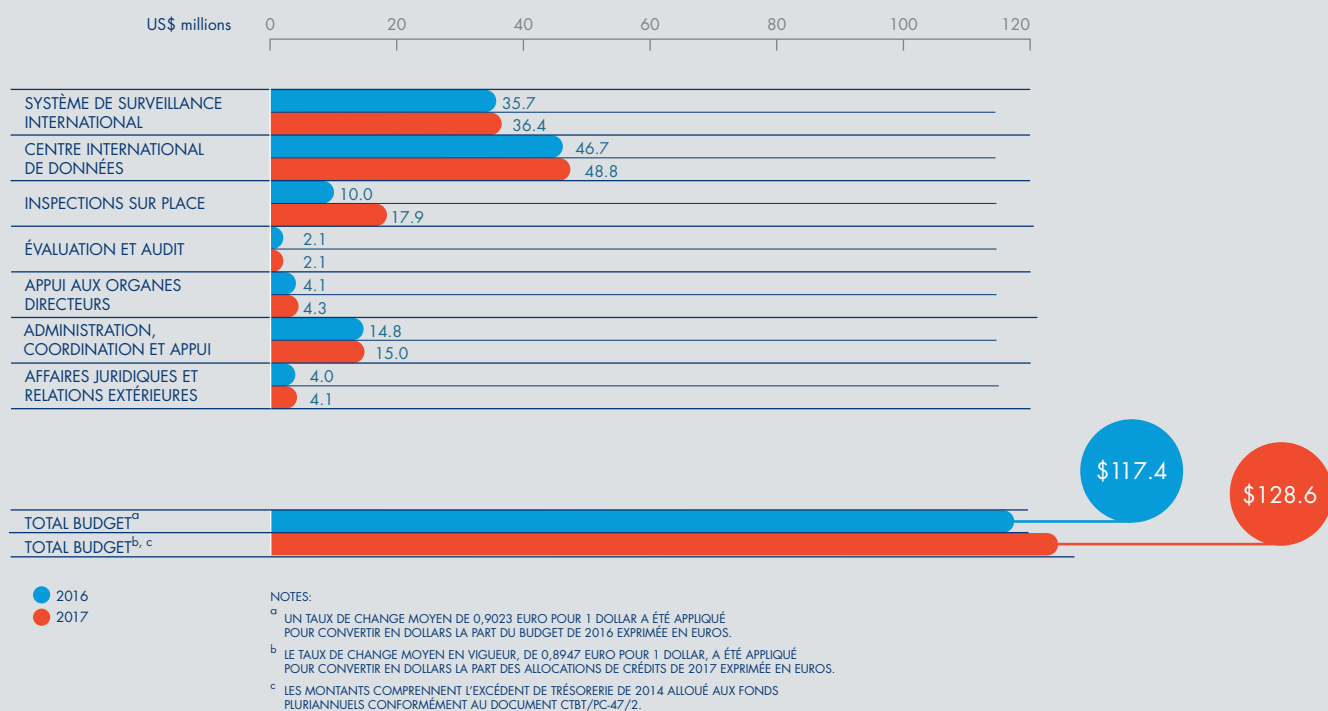
**L**e Secrétariat assure la gestion efficace et rationnelle des activités, y compris le soutien à la Commission et à ses organes subsidiaires, principalement par la prestation de services administratifs, financiers et juridiques.

Le Secrétariat assure également des services généraux très divers, qu'il s'agisse d'expédition, de formalités douanières, de visas, de cartes d'identité, de laissez-passer et d'achats de faible coût, mais aussi d'assurances, de questions fiscales, de voyages et de télécommunications, ou encore de services bureautiques et informatiques et de gestion d'actifs. Le suivi continu des services assurés en externe permet de veiller à ce que la prestation soit la plus efficace, la plus rationnelle et la plus économique possible.

La gestion consiste également à coordonner avec les autres organisations internationales sises au Centre international de Vienne l'aménagement des bureaux et des espaces d'entreposage, l'entretien des locaux, les services communs et la sécurité.

Tout au long de l'année 2017, la Commission s'est attachée à mettre en œuvre une planification intelligente, à rationaliser ses activités, à renforcer les synergies et à gagner en efficacité, le tout en donnant la priorité à la gestion axée sur les résultats.

## VENTILATION DES CRÉDITS DE 2016-2017, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ



## CONTRÔLE

L'audit interne est un mécanisme de contrôle interne indépendant et objectif. Au moyen de services d'audit, d'enquête et de conseil, il contribue à améliorer les processus de gestion des risques, de contrôle et de gouvernance du Secrétariat.

Pour préserver leur indépendance au sein de l'organisation, les services d'audit interne, par l'intermédiaire de leur chef, font directement rapport au Secrétaire exécutif et sont en lien direct avec le Président de la Commission. C'est en toute indépendance, également, que leur chef élabore et présente chaque année un rapport sur leurs activités à la Commission et à ses organes subsidiaires.

En 2017, les services d'audit interne ont intégralement exécuté leur plan de travail approuvé en menant sept audits, qui ont permis de déterminer des possibilités d'atténuer les risques et de renforcer l'environnement de contrôle. Ils ont aussi effectué des exercices de suivi de la mise à exécution de leurs recommandations et ont présenté des rapports sur l'état d'avancement des travaux pertinents au Secrétaire exécutif.

Les services d'audit interne ont continué d'exécuter des activités d'appui à la gestion, par exemple en donnant des avis sur les procédures et les documents de politique générale et en participant en qualité d'observateur à diverses réunions. Ils ont

aussi fait office de point focal du Secrétariat pour le Commissaire aux comptes.

Les services d'audit interne ont révisé leur manuel en se conformant aux Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne. Ce manuel vise essentiellement à assurer l'uniformité et la cohérence, à promouvoir l'application de normes strictes et à garantir la qualité de l'exécution des activités d'audit interne.

Les services d'audit interne ont continué de participer activement à des forums tels que la Réunion des représentants des services de vérification interne des comptes des organismes des Nations Unies, qui a pour objectif de permettre l'échange de connaissances entre organisations traitant de questions similaires.

## FINANCES

### BUDGET-PROGRAMME DE L'EXERCICE 2016-2017

Le budget de 2016 s'élevait à 37 248 800 dollars des États-Unis et 72 317 100 euros, ce qui correspondait à une croissance réelle légèrement inférieure à zéro par rapport au budget précédent. La Commission utilise un système à deux monnaies pour se protéger des effets des fluctuations de change entre le dollar et l'euro. Au taux de change retenu pour l'établissement de ce budget, à savoir

0,796 euro pour 1 dollar, l'équivalent en dollars de l'enveloppe budgétaire pour 2016 était de 128 115 600 dollars, ce qui représentait une croissance nominale de 1,5 % mais un niveau presque constant en valeur réelle (diminution de 43 800 dollars).

Sur la base du taux de change effectif moyen en 2016, à savoir 0,9023 euro pour 1 dollar, l'équivalent en dollars du budget final de 2016 était de 117 396 312 dollars. Une part représentant 80 % du budget total était affectée à l'origine aux activités relatives à la vérification, dont une dotation de 13 958 434 dollars au Fonds d'équipement, consacré à la mise en place du SSI, et une autre de 8 340 601 dollars aux fonds pluriannuels, qui servent à financer d'autres projets à long terme concernant la vérification.

Le budget de 2017 s'élevait à 37 741 400 dollars et 73 509 000 euros, ce qui correspondait à une croissance réelle légèrement inférieure à zéro. La Commission utilise un système à deux monnaies pour se protéger des effets des fluctuations de change entre le dollar et l'euro. Au taux de change retenu pour l'établissement de ce budget, à savoir 0,796 euro pour 1 dollar, l'équivalent en dollars de l'enveloppe budgétaire pour 2017 était de 130 088 300 dollars, ce qui représentait une croissance nominale de 1,6 % mais un niveau presque constant en valeur réelle (diminution de 26 200 dollars).

Sur la base du taux de change effectif moyen en 2017, à savoir 0,8947 euro pour



1 dollar, l'équivalent en dollars du budget final était de 128 623 705 dollars. Une part représentant 80 % du budget total était affectée à l'origine aux activités relatives à la vérification, dont une dotation de 13 563 439 dollars au Fonds d'équipement, consacré à la mise en place du SSI, et une autre de 17 331 032 dollars aux fonds pluriannuels, qui servent à financer d'autres projets à long terme concernant la vérification.

### CONTRIBUTIONS MISES EN RECOUVREMENT

Au 31 décembre 2017, les taux de recouvrement des contributions dont les États signataires devaient s'acquitter pour 2017 s'établissaient à 86,3 % pour la part en dollars et à 91,0 % pour la part en euros. À cette date, les États étaient 88 à avoir réglé l'intégralité de leur quote-part pour l'exercice.

### DÉPENSES

Les dépenses effectuées au titre du budget-programme en 2017 se sont élevées à 129 467 521 dollars, dont 16 318 744 dollars ont été imputés au Fonds d'équipement, 14 112 390 dollars aux fonds

pluriannuels et le reste au Fonds général. Les crédits ouverts au Fonds général mais non utilisés se sont montés à 6 042 858 dollars.

## SERVICES GÉNÉRAUX

Entre mars et novembre 2017, le Secrétariat a exécuté un vaste plan d'optimisation de l'utilisation des locaux à usage de bureaux dans l'Organisation. Le plan visait à rentabiliser l'utilisation des locaux alloués à cette dernière au CIV. La réussite de son exécution est due à une excellente planification et coordination entre les parties prenantes internes et externes, en particulier avec le Service de gestion des bâtiments du CIV.

Le Secrétariat a fourni un appui administratif pour la Conférence « Sciences et techniques » de 2017, en s'occupant des réservations des titres de voyage et de l'hébergement pour ses quelque 250 participants, ainsi que pour d'autres manifestations de la Commission.

Le Secrétariat a été en relation avec une grande variété de parties prenantes, notamment avec des fournisseurs extérieurs et les autres organisations internationales sises au CIV contribuant aux services

communs, durant l'application des recommandations des services d'audit interne sur les procédures et des méthodes de travail.

Un appui administratif et logistique interdivisions a été fourni dans le cadre des activités visant à rationaliser les envois de matériel du Secrétariat et les services et équipements dans la zone de stockage temporaire.

## ACHATS

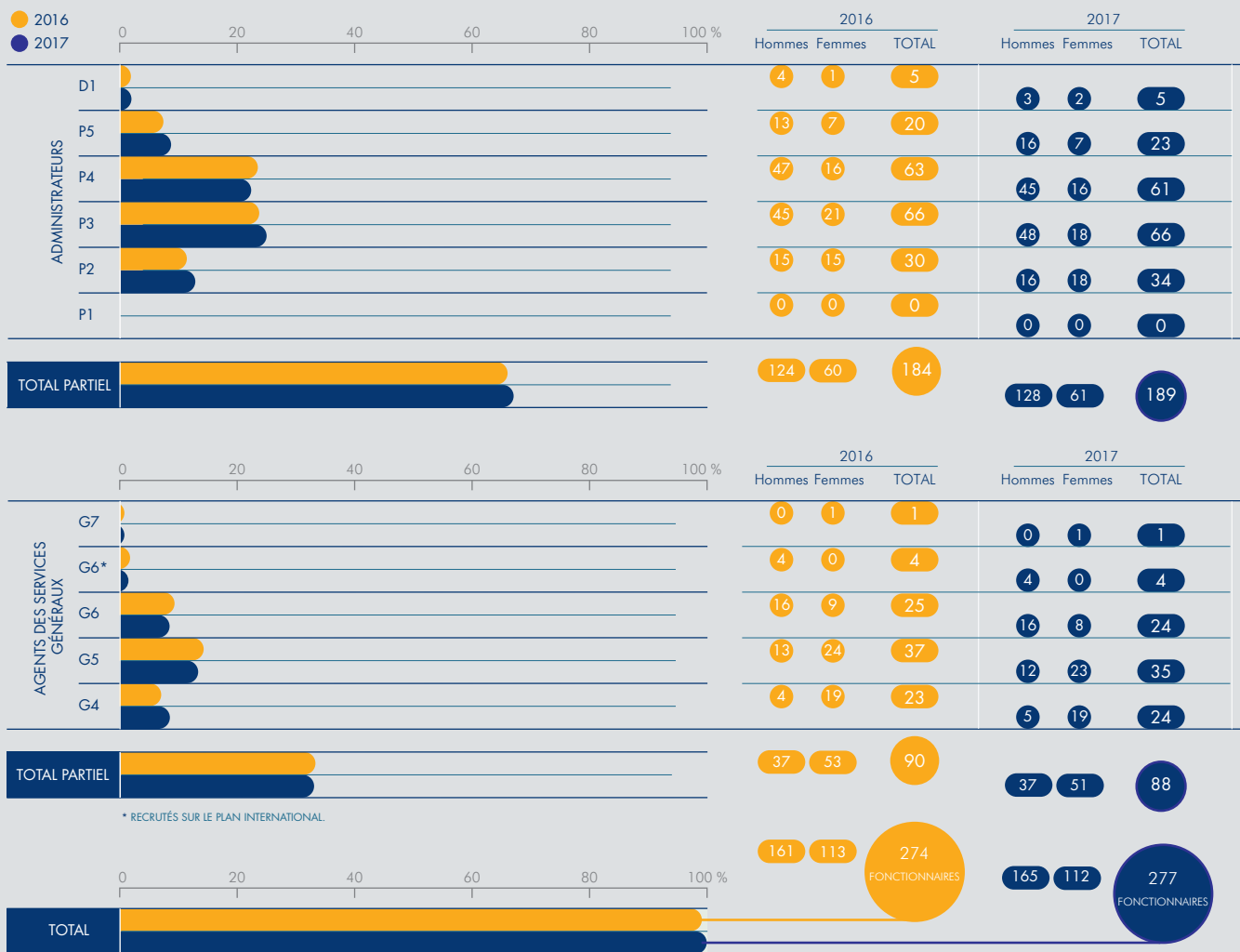
Le Règlement financier et les Règles de gestion financières ainsi que la directive administrative concernant les achats ont été actualisés en 2017 afin qu'y soient aussi consignées les meilleures pratiques de la Section des achats, ainsi que celles d'autres organisations internationales. On s'est surtout employé à rationaliser les opérations d'achat (notamment en perfectionnant les systèmes techniques) pour une meilleure efficacité et productivité tout en garantissant la transparence et la responsabilité.

La Commission a passé 957 contrats d'un montant important qui ont représenté au total 78 941 281 dollars, et 586 contrats portant sur des achats de faible valeur qui ont représenté au total 842 320 dollars.

Séminaire annuel de la direction.



# FONCTIONNAIRES ENGAGÉS POUR UNE DURÉE DÉTERMINÉE, PAR CLASSE ET PAR SEXE, 2016 ET 2017



Au 31 décembre 2017, des contrats concernant l'essai, l'évaluation ou les activités postérieures à la certification étaient en vigueur pour 141 stations du SSI, 28 systèmes de détection des gaz rares, 12 laboratoires de radionucléides et 2 laboratoires de radionucléides dotés de moyens d'analyse des gaz rares.

## FORUM D'APPUI VOLONTAIRE

Le Forum d'appui volontaire a été institué en 2014 pour favoriser l'interaction avec les donateurs et veiller à ce que les contributions volontaires versées servent les objectifs stratégiques de la Commission. Le but est d'unifier les efforts déployés pour mobiliser des fonds extrabudgétaires, renforcer les relations avec les donateurs et accroître la transparence et la responsabilité en ce qui concerne l'utilisation des

contributions volontaires. Depuis 1999, la Commission a reçu des contributions en espèces s'élevant à environ 77 millions de dollars et des contributions en nature d'un montant de 55 millions de dollars.

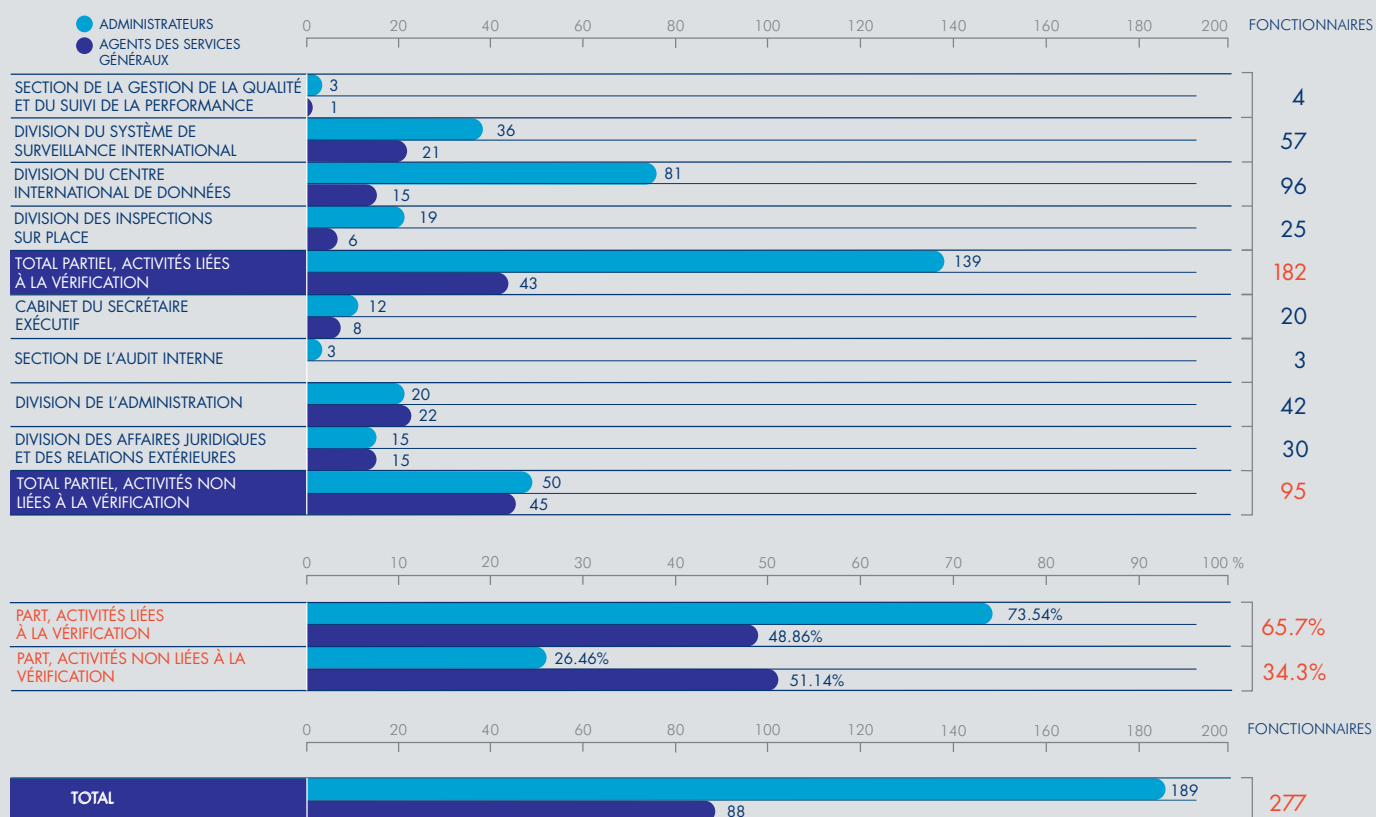
Une réunion du Forum s'est tenue en novembre 2017. Tous les États signataires et les observateurs y ont été conviés. À cette occasion, le Secrétariat a présenté plusieurs projets pour lesquels il sollicitait des contributions volontaires en 2018-2019, comme indiqué à l'appendice II du budget-programme pour 2018-2019. Ces projets portaient sur le renforcement des capacités, les activités de sensibilisation et d'information des scientifiques et des décideurs, y compris des parlementaires, principalement dans les États visés à l'annexe 2, ainsi que sur l'appui destiné au Groupe de la jeunesse pour l'OTICE, au Groupe de personnalités éminentes et au troisième cycle de formation des inspecteurs. Le montant total sollicité à cette fin s'élevait à environ 1,1 million de dollars.

## RESSOURCES HUMAINES

L'organisation s'est assurée des services des ressources humaines nécessaires à son bon fonctionnement en recrutant et en retenant des fonctionnaires extrêmement compétents et diligents. Elle a veillé à recruter des personnes possédant les plus hautes qualités de connaissance professionnelle, d'expérience, d'efficacité, de compétence et d'intégrité, en prenant dûment en considération le principe de l'égalité des chances devant l'emploi et l'importance d'un recrutement effectué sur une base géographique aussi large que possible, ainsi que tout autre critère pertinent mentionné dans les dispositions du Traité et dans le Statut du personnel.

Tout au long de l'année, le Secrétariat a continué à faire en sorte d'améliorer les politiques, procédures et processus relatifs aux ressources humaines.

## FONCTIONNAIRES ENGAGÉS POUR UNE DURÉE DÉTERMINÉE, PAR SECTEUR D'ACTIVITÉ, AU 31 DÉCEMBRE 2017



Au 31 décembre 2017, le Secrétariat comptait 277 fonctionnaires engagés pour une durée déterminée, qui provenaient de 86 pays, alors qu'au 31 décembre 2016, il en comptait 274 issus de 82 pays. En 2017, les administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur étaient au nombre de 189, contre 184 en 2016.

## UTILISATION DE L'EXCÉDENT DE TRÉSORERIE DE 2014 POUR LES ACTIVITÉS DE LA COMMISSION

À sa quarante-septième session, la Commission avait décidé d'autoriser le Secrétariat à utiliser l'excédent de trésorerie de 2014, d'un montant total d'environ 9,8 millions de dollars, aux fins de la mise en place d'une installation permanente de stockage et de maintenance du matériel, des activités de renforcement des capacités et du financement de la conférence qui a été convoquée en vertu de l'article XIV en 2017.

## DISTRIBUTION DES FONCTIONNAIRES DE LA CATÉGORIE DES ADMINISTRATEURS ENGAGÉS POUR UNE DURÉE DÉTERMINÉE, AU 31 DÉCEMBRE 2017, PAR RÉGION GÉOGRAPHIQUE DE PROVENANCE

LES POURCENTAGES AU 31 DÉCEMBRE 2016 SONT INDIQUÉS ENTRE PARENTHÈSES

